



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 30/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EG RETAIL FRANCE**

37 avenue de Verdun  
92390 Villeneuve-la-Garenne

Références : 72398  
Code AIOT : 0006519207

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement EG RETAIL FRANCE implanté 37 avenue de Verdun 92390 Villeneuve-la-Garenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La préfecture des Hauts-de-Seine a été saisie concernant un signalement de la part de la ville de Villeneuve-la-Garenne concernant "un état de dégradation très avancé, générant des problématiques environnementales importantes" et la présence d'activité de « mécanique automobile exercées sur l'emprise même de la station service en méconnaissance des règles environnementales".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EG RETAIL FRANCE
- 37 avenue de Verdun 92390 Villeneuve-la-Garenne
- Code AIOT : 0006519207
- Régime : Déclaration avec contrôle

Cette installation a déclaré relever de la rubrique 1435-2 (DC) de la nomenclature des ICPE. La déclaration initiale date de 1966.

Cette installation est constituée d'un local de type "boutique" et de 4 pompes permettant de distribuer du carburant.

Aussi, elle dispose apparemment de 6 cuves double-paroi dont :

- 2 cuves de 10 m<sup>3</sup> chacune contenant du SP95;
- 1 cuve de 20 m<sup>3</sup> contenant du SP98;
- 2 cuves de 10 m<sup>3</sup> et 25 m<sup>3</sup> contenant du gazole;
- 1 cuve de 5 m<sup>3</sup> contenant du "diesel suprême".

Le local boutique est conjoint à :

- un local où est exercé une activité de type station de lavage;
- un local où est exercé une activité de type entretien de voitures (aspirateurs etc.)
- un local où est exercé une activité de type réparation automobiles.

### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle              | Référence réglementaire                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 3  | Modification de l'installation | Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-68 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 4  | Contrôle périodique            | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2         | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 6  | Prévention de la pollution     | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.3           | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Prévention de la pollution     | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10          | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 9  | Prévention de la pollution     | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10          | Demande d'action corrective                                                                                                | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                      | Référence réglementaire                                | Autre information |
|----|----------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Conformité aux rubriques ICPE          | Code de l'environnement du 04/06/2004, article L 511-2 | Sans objet        |
| 2  | Conformité aux rubriques ICPE          | Code de l'environnement du 04/06/2004, article L 511-2 | Sans objet        |
| 5  | État des stocks de liquide inflammable | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5          | Sans objet        |
| 8  | Prévention de la pollution             | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10         | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant n'a pas transmis les documents administratifs demandés par l'inspection des installations classées (contrôle périodique ICPE, contrôle des systèmes de détection de fuite, etc.).

De plus, elle constate que les activités de type réparation d'engins à moteurs ne sont pas classées au regard de la réglementation ICPE même si celles-ci sont situées dans un ancien local de la station-service. Aussi, cette activité relève des pouvoirs de police de Monsieur le Maire de Villeneuve-la-Garenne.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux rubriques ICPE

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/06/2004, article L 511-2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 1435                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. |
| <b>Constats :</b><br><br>La nomenclature des installations classées définit la rubrique 1435 comme suit:<br><br>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| 1. Supérieur à 20 000 m <sup>3</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| L'exploitant a transmis le bilan des volumes de carburant distribué sur l'année 2025.<br>L'inspection des installations classées constate que le volume d'essence distribué en 2025 est d'environ 620 m <sup>3</sup> et le volume total de carburant est d'environ 1 842 m <sup>3</sup> .<br><br>Ainsi, cette installation est bien classée sous la rubrique 1435-2 (DC).                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 2 : Conformité aux rubriques ICPE**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/06/2004, article L 511-2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2930                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>La nomenclature des installations classées définit la rubrique 2930 comme suit: <table><tr><td>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :</td></tr><tr><td>1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :</td></tr><tr><td>a) Supérieure à 5 000 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>b) Supérieure à 2 000 m<sup>2</sup>, mais inférieure ou égale à 5 000 m<sup>2</sup></td></tr><tr><td>2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant :</td></tr><tr><td>a) Supérieure à 100 kg/ j</td></tr><tr><td>b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j</td></tr></table><br>L'inspection des installations classées constate que le local où sont exercées des activités de réparation d'engins à moteur a une surface inférieure à 2 000 m <sup>2</sup> . De plus, cette installation n'utilise pas 10 kg/j de produits de type vernis, peintures, apprêts...<br><br>Ainsi, cette installation n'est pas classée sous la rubrique 2930. | Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : | 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : | a) Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> | b) Supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5 000 m <sup>2</sup> | 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant : | a) Supérieure à 100 kg/ j | b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j |
| Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| a) Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| b) Supérieure à 2 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 5 000 m <sup>2</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| 2. Vernis, peinture, apprêt (application, cuisson, séchage de) sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée étant :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| a) Supérieure à 100 kg/ j                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                               |                                                                                             |                                      |                                                                                        |                                                                                                                                                                       |                           |                                                                |

**N° 3 : Modification de l'installation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-68                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.<br><br>Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique.<br><br>Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées constate que l'installation n'est plus exploitée par la société EFR France mais par la société EG RETAIL FRANCE depuis plusieurs années sans pour autant qu'une déclaration de changement d'exploitant n'ait été effectuée auprès de Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit procéder à la télédéclaration de changement d'exploitant ICPE et transmettre le KBIS de la société exploitante.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 4 : Contrôle périodique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.1.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection le rapport de contrôle périodique de son installation concernant la rubrique 1435 réalisé en 29/12/2025.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle périodique de son installation concernant la rubrique 1435. De plus, conformément, à l'article R.512-59-1 du Code de l'environnement, dans le cas où ce contrôle périodique ferait état de non-conformités majeures, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• devra adresser à l'organisme de contrôle, par écrit et dans les 3 mois qui suivent la réception du rapport de visite, un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour remédier aux non-conformités majeures ;</li><li>• bénéficiera d'un délai maximal d'un an pour remédier à ces non-conformités ;</li><li>• devra recontacter l'organisme de contrôle pour effectuer un contrôle complémentaire permettant de lever les non-conformités.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 5 : État des stocks de liquide inflammable**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 3.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Estimation des stocks                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.                                                                           |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis un document de type "ticket" daté du jour (03/03/26) et horodaté à 6h30. Ce document est un rappel de l'inventaire des volumes de carburant présent dans l'installation. En effet, il est notamment noté pour chacune des 6 cuves le volume de carburants présents dans celle-ci.<br><br>De plus, l'exploitant a présenté le bilan mensuel pour l'année 2025 des quantités de carburants distribuées et le plan original de l'installation avec l'emplacement des différentes cuves. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 6 : Prévention de la pollution**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les liquides susceptibles d'être pollués sont collectés et traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique ou éliminés dans une installation dûment autorisée.[...]                                                                                                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection, l'exploitant a montré la localisation d'un décanteur-séparateur hydrocarbures et ouvert le regard correspondant. Il a précisé qu'un autre décanteur-séparateur est présent sur site.<br><br>L'exploitant n'a pas pu justifier que l'ensemble des décanteurs-séparateurs hydrocarbures sont munis d'un dispositif d'obturation automatique.                                                         |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit confirmer le nombre de décanteurs-séparateurs hydrocarbures présents sur son site et justifier que l'ensemble des décanteurs-séparateurs hydrocarbures sont munis d'un dispositif d'obturation automatique. Le cas échéant, il doit mettre en place ce dispositif d'obturation automatique pour l'ensemble de ces décanteurs-séparateurs hydrocarbures. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

## N° 7 : Prévention de la pollution

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vidange du décanteur-séparateurs hydrocarbures                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...] Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.                                                                                                   |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant précise à l'inspection des installations classées que les décanteurs-séparateurs sont curés et nettoyés à minima une fois par an.<br><br>Cependant, l'exploitant n'a pas transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• les fiches de suivi de nettoyage de l'ensemble des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures ;</li><li>• l'attestation de conformité à la norme en vigueur ;</li><li>• les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) correspondant.</li></ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit justifier que le nettoyage de l'ensemble des séparateur-décanteur d'hydrocarbures a été réalisé il y a moins d'un an. Le cas échéant, l'exploitant doit procéder à la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'à la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur de l'ensemble des séparateurs-décanteurs présents sur le site.<br><br>Dans tous les cas, il devra transmettre les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les fiches de suivi de nettoyage de l'ensemble des séparateurs-décanteurs d'hydrocarbures ;</li><li>• l'attestation de conformité à la norme en vigueur ;</li><li>• les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) correspondant.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 8 : Prévention de la pollution**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits absorbants                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>[...]Toute installation de distribution de liquides inflammables est pourvue en produits fixants ou en produits absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés en des endroits visibles, facilement accessibles et proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre (pelle,...).[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation dispose d'un bac contenant du sable et une pelle.<br><br>Lors de l'arrivée sur site de l'inspection des installations classées, un employé était en train de déposer du sable sur un déversement d'hydrocarbure au niveau d'une des pompes de distribution.                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 9 : Prévention de la pollution**

|                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aire étanche                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci.[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées constate que l'ensemble des aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables ne sont pas étanches aux produits susceptibles d'y être répandus.      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois                                                                                                                                                                                             |

**N° 10 : Prévention de la pollution**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 4.10.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détecteur de fuite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les réservoirs enterrés et les tuyauteries enterrées associées, même non classés, respectent les prescriptions édictées dans l'arrêté du 18 avril 2008 susvisé.<br><br><i>« Article 15 de l'arrêté du 18 avril 2008<br/>[...] Les alarmes visuelle et sonore du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.<br/><br/>Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.<br/><br/>Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique. »</i> |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection des installations classées constate la présence de 4 alarmes du détecteur de fuite. Cependant, celle-ci sont situées dans le local "garage".<br><br>Aussi, l'exploitant devra justifier que ce local est ouvert en permanence aux horaires de fonctionnement de la station-service.<br><br>De plus, l'exploitant n'a pas transmis le dernier contrôle du système de détection de fuite réalisé par un organisme agréé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit justifier que les alarmes visuelle et sonore des détecteurs de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.<br><br>De plus, il doit transmettre le dernier contrôle du système de détection de fuite réalisé par un organisme agréé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |